



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg

T +41 26 305 10 40
www.fr.ch/ce

Conseil d'Etat
Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg

PAR COURRIEL

Département fédéral de l'environnement, des transports,
de l'énergie et de la communication DETEC
Monsieur Albert Rösti
Conseiller fédéral
3003 Berne

Courriel : bnl@bafu.admin.ch

Fribourg, le 1^{er} juillet 2024

2024-700

Révision partielle de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages – procédure de consultation fédérale

Monsieur le Conseiller fédéral,

La procédure de consultation citée en titre a retenu toute notre attention.

En substance, la modification présentée concerne tout particulièrement la régulation du loup et du castor, ainsi que les mesures de prévention et de protection à prendre et l'indemnisation des dommages qu'ils causent.

Il s'agit d'une problématique complexe et très émotionnelle. Par nos remarques fort nombreuses sur le projet, notre canton s'est efforcé à trouver un certain équilibre entre les différents intérêts en présence - qui sont ne parfois pas aisément conciliables - à savoir en particulier entre, d'un côté, la protection des espèces et de la forêt et, de l'autre, l'agriculture.

En outre, nous soulignons l'importance du soutien de la Confédération qui doit être maintenu, voir même renforcé au vu des tâches dévolues aux cantons dans ce domaine.

Vous trouverez dans le formulaire ci-annexé le détail de nos remarques. A ce propos, nous nous permettons de relever la difficulté à remplir ce formulaire dont les modifications de texte n'étaient pas aisées.

En vous remerciant de nous avoir consultés, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Au nom du Conseil d'Etat :

Jean-Pierre Siggen, Président



Danielle Gagnaux-Morel, Chancelière d'Etat

L'original de ce document est établi en version électronique

Annexe

—

Formulaire

Copie

—

à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, pour elle et Grangeneuve ;
à la Chancellerie d'Etat.

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Prise de position soumise par :

Nom / entreprise / organisation* Canton de Fribourg

Abréviation de l'entr. / org.* Secrétariat général de la Direction des institutions, de
l'agriculture et des forêts /SG-DIAF

Adresse* Ruelle Notre-Dame 2, 1700 Fribourg

Personne de contact* Daniela Schellenberg

Téléphone* +41 26 305 2214

Adresse électronique* daniela.schellenberg@fr.ch

Date* 24.06.2024

Informations importantes :

- Merci de **remplir ce formulaire et de l'envoyer en format Word et PDF à bnt@bafu.admin.ch**.
- **Délai : 5 juillet 2024**
- Vous pouvez également ne prendre position que sur certains articles. Veuillez utiliser la ligne prévue à cette fin.
- Pour les cantons, il est impératif de répondre aux passages mis en évidence.
- * = champ obligatoire : veuillez remplir ces champs au minimum.
- Un grand merci pour votre collaboration !

I. Résumé* / Principales préoccupations concernant le projet*

Le projet mis en consultation suscite de très nombreuses remarques, tant au niveau des mesures envisagées pour le loup et le castor. En outre, ce projet engendrera un besoin en ressources, que ce soit tant au niveau financier qu'en personnel, de la part des cantons. Or, afin d'assurer la gestion des grands prédateurs et des animaux protégés selon les conditions fixées au niveau de la Confédération, il est impératif que cette dernière soutienne les cantons et en assure le financement.

Conclusion*

Estimation globale :	Acceptation avec réserves / propositions de modification
----------------------	--

Le canton de Fribourg approuve le présent projet, mais émet des réserves (cf. commentaires des articles) et des propositions complémentaires. Les propositions complémentaires à celles présentées dans le projet sont les suivantes :

Remarques générales

1. En lien avec la faune, la chasse et la pêche

Comme bien mentionné dans le rapport explicatif, le projet de modification de l'OChP entraînera des conséquences financières non-négligeables pour les cantons (indemnités diverses) et il a également des répercussions en termes de personnel pour les cantons. Ce point avait d'ailleurs déjà été traité lors de la révision de la LChP, de celle de l'OChP en 2021 et de celle de 2023. Le travail des organes d'exécution cantonaux a fortement augmenté ces dernières années en raison du retour d'espèces d'animaux sauvages autrefois éteintes, telles que le castor, le lynx, le loup et l'ours. Il avait été prévu (révision LChP et OChP) que des aides financières globales de la Confédération seraient versées aux cantons pour la gestion de ces espèces en soutenant ainsi, de manière financière, le travail des cantons (équivalent de 20 à 25 postes de gardes-chasse à plein temps pour la Suisse). Il est donc important d'aider les cantons dans la réalisation de ces nouvelles tâches : une facilitation dans les tirs de loups a une influence financière évidente pour les cantons (heures de tir, surveillance supplémentaire, matériel, kilomètres, etc.). Les subventions présentes dans le projet ne suffisent largement pas aux nouvelles missions des cantons. Elles doivent donc être augmentées.

1. En lien avec la forêt et les dangers naturels

Il convient de souligner que la gestion de la faune sauvage a une très grande influence sur la forêt : Des populations élevées d'animaux sauvages (principalement cerfs, chevreuils, chamois, bouquetins, sangliers) peuvent limiter le rajeunissement de la forêt par l'abrutissement et les dégâts de frayage au point que les fonctions de la forêt, comme la protection contre les dangers naturels, ne sont plus garanties et doivent être assurées par des moyens financiers considérables.

Les prédateurs (lynx et loup) ont une influence positive sur la régulation des populations de gibier, car ils chassent toute l'année et la population de gibier se répartit davantage. Les dernières études sur leur régime alimentaire le prouvent, les ongulés constituant au moins 85% de leur nourriture. Il est prouvé que, dans les forêts avec des prédateurs, il y a moins de dégâts au niveau de la régénération forestière. Depuis 2026, il sied de relever que le canton de Fribourg, à l'instar d'autres cantons, a investi des montants importants pour ses forêts protectrices (41% de la forêt fribourgeoise) et pour adapter ses forêts au changement climatique. De plus, la pérennité de l'économie forestière n'est pas à négliger.

Ainsi, l'OChP doit aussi avoir pour objectif d'assurer le rajeunissement des forêts avec des essences adaptées à la station, comme l'impose l'article 3, alinéa 1 de la LChP. L'état du rajeunissement de la forêt constitue un paramètre important pour la planification de la chasse. Dans ce contexte, l'influence des grands prédateurs sur l'état de la jeune forêt joue un rôle prépondérant ; non seulement les grands prédateurs prélèvent régulièrement des proies, mais durant toute l'année ils rendent les populations plus mobiles et les dispersent (sans frais !), ramenant à un niveau tolérable les dégâts de gibier, en forêt et ailleurs. Seule la mise en place d'un dispositif intégral combinant mesures sylvicoles appropriées, aménagements territoriaux (zones de tranquillité), régulation cynégétique (plans de tir), monitoring de l'état du rajeunissement et mesures en faveur d'une expansion maîtrisée des grands prédateurs permettra à aux forêts de continuer à remplir leurs fonctions vitales pour la population et l'économie.

Dès lors, pour le règlement de la question du loup, il faut tenir compte de tous les facteurs de manière équitables, dont notamment, en sus de l'élevage d'animaux de rente, de l'état de la régénération des forêts. Pour une propagation naturelle des espèces, il est nécessaire de disposer de populations et d'habitats cohérents à grande échelle. La Confédération et les cantons doivent donc également intensifier leur coordination sur les grands prédateurs.

Propositions complémentaires

Art. 2 Moyens et engins interdits dans l'exercice de la chasse

al. 1, nouvelle lettre

En application des recommandations de l'AEWA (RS 0.451.47) il est important de rajouter l'interdiction des munitions (balles et grenailles) contenant du plomb. Il existe suffisamment d'options sans plomb de bonne qualité pour la chasse au grand et petit gibier.

Proposition

Rajouter l'interdiction d'utilisation pour les munitions avec du plomb.

al. 1, nouvelle lettre

Conformément à l'article 7 al. 4 LChP, les cantons ont l'obligation d'assurer une protection suffisante des mammifères et des oiseaux sauvages contre les dérangements. Pour cette raison, les drones doivent être ajoutés à la liste des moyens auxiliaires interdits pour l'exercice de la chasse. Les recherches de rouge font également partie de l'exercice de la chasse. Les interventions des autorités, par exemple pour des relevés d'effectifs, ne font pas partie de l'exercice de la chasse.

Proposition

L'utilisation de drones à des fins cynégétiques n'est pas autorisée, y compris pour les recherches. Font exception certains cas spécifiques tels que l'utilisation à des fins de recherche, de recensement d'effectifs, ou de sauvetage de faons.

Art. 3^{bis} Espèces pouvant être chassées et périodes de protection

al. 2, let. b

Les discussions en cours avec les pêcheurs professionnels, cofinancées par la Confédération, notamment sur le thème du cormoran, montrent qu'une réduction de la période de protection du cormoran pourrait permettre de soulager les pêcheurs professionnels. Il convient donc de raccourcir d'un mois la période de protection du cormoran prévue à l'article 5 LChP. Ce point a été soutenu par la majorité des cantons lors de la séance plénière JFK du mois de mai 2024.

Proposition

b. Cormoran : ~~du 1^{er} mars~~ du 1^{er} avril au 31 août.

al. 2, let. c

Selon l'article 3^{bis} al. 1 OChP, le corbeau freux est une espèce chassable. L'alinéa 2 let. c du même article prescrit notamment que la même période de protection, du 16 février au 31 juillet, s'applique tant aux corneilles noires qu'aux corbeaux freux. Dans le même alinéa, il est précisé que les bandes de corneilles noires ne bénéficient d'aucune période de protection sur les cultures qu'elles menacent de piller. Étant donné que le corbeau freux est aujourd'hui très commun et non menacé, bien au contraire, et que cette espèce se produit également en bandes et peut causer des dommages considérables aux cultures agricoles, il est indiqué et urgent d'étendre l'exemption de cette période de protection au corbeau freux. Nous nous permettons donc de saisir l'opportunité de cette consultation afin de proposer la formulation suivante de l'article 3bis al. 2 let. c, en plus des modifications qui seront finalement apportées à l'OChP :

Proposition

let. c « corneille noire, corbeau freux, pie et geai des chênes : du 16 février au 31 juillet ; les bandes de corneilles noires et de corbeaux freux ne bénéficient d'aucune période de protection sur les cultures qu'elles menacent de piller ».

Art. 8 Utilisation de drones pour le sauvetage des faons

Conformément à l'article 7 al. 4 LChP, les cantons ont l'obligation d'assurer une protection suffisante des mammifères et des oiseaux sauvages contre les dérangements. L'utilisation des drones peut être un dérangement important et doit être limitée uniquement à certaines tâches. Il est judicieux de spécifier que cette technique est interdite pour la pratique de la chasse.

Proposition

¹Les cantons règlent l'utilisation de drones, par des personnes compétentes en la matière, à des fins diverses comme le ~~de~~ sauvetage des faons nouveau-nés qui sont menacés par les faucheuses.

² L'utilisation des drones à toute action de chasse est interdite.

II. Remarques sur les modifications spécifiques

Ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
Art. 1a	Recherche d'animaux sauvages blessés	
En général	Acceptation avec réserves / propositions de modification	Saisie de texte
Art. 4a	Régulation du bouquetin	
En général	Acceptation avec réserves / propositions de modification	<p>Faune : Il a été démontré à plusieurs reprises dans des études scientifiques que le prélèvement équilibré au sein d'une population est une variable fondamentale pour la conservation de l'espèce à long terme. Trop souvent les plans de tir pour le bouquetin sont biaisés en faveur des mâles. Nous soutenons donc cette nouvelle disposition qui permettra une meilleure conservation de l'espèce et un meilleur équilibre du sexe-ratio au sein des populations suisses.</p> <p>Forêt : Il nous semble judicieux d'ajouter que les autorités forestières doivent participer à la définition de la population cible souhaitée, si la régulation a pour objectif la protection de la forêt.</p>
al. 1	Acceptation	Saisie de texte
al. 2	Acceptation	Saisie de texte
al. 3	Acceptation	Saisie de texte
al. 4	Acceptation	Saisie de texte
al. 5	Acceptation	Saisie de texte

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
Art. 4b		Régulation du loup en vertu de l'art. 7a, al. 1, let. b, de la loi sur la chasse
En général	Acceptation avec réserves / propositions de modification	
al. 1	Acceptation avec réserves / propositions de modification	<p>Änderung Verordnungstext: <i>Abs. 1 ist wie folgt zu ergänzen:</i> <i>«Die Kantone können mittels Verfügung und nach vorheriger Zustimmung des BAFU die Wölfe von Rudeln und sesshaft lebende Wolfspaaren nach Artikel 7a Absatz 1 Buchstabe b Jagdgesetz regulieren.»</i></p> <p>Begründung: Da bisher Abschüsse jeweils reaktiv zu tätigen waren, wurde das Wolfspaar richtigerweise unter die Bestimmungen für den Einzelwolfsabschuss subsumiert. Neu wird mit Art. 7a im JSG die Möglichkeit zur vorausschauenden Regulierung von Wolfsbeständen gegeben. Da sich Wolfspaare in aller Regel im Folgejahr zu einem Wolfsrudel entwickeln und die Planung der Regulierung vorausschauend stattfinden muss, muss es auch möglich sein, bestätigte, sesshafte Wolfspaare in die Planung als zusätzliche Rudel (unter Zuhilfenahme empirischer Werte) einzubeziehen. Gleichzeitig muss aber neu auch die Möglichkeit bestehen, im Rahmen der proaktiven Regulation Wolfspaare, die erst nach der Paarungszeit entstehen, bereits ab September vorausschauend zu entnehmen, um voraussehbare Schäden zu verhindern. Ohne diese Möglichkeit wird die Erreichung eines angemessenen Wolfsbestandes sinnlos erschwert. Es ist aus verschiedenen Überlegungen nicht zielführend, Wolfspaare in Regionen mit wahrscheinlich eintretenden Schäden nicht proaktiv zu regulieren, um später aufgrund verursachter Schäden ganze Rudel entfernen zu müssen.</p>

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
al. 2	Acceptation avec réserves / propositions de modification	<p>Faune et forêt :</p> <p>Le loup a une influence positive sur la répartition des ongulés et donc sur le rajeunissement de la forêt. La prise en compte des effets positifs pour le rajeunissement de la forêt ou l'évitement des effets négatifs dans la régulation du loup a été supprimée dans la loi. Dans le rapport de la CEATE-E du 23 juin 2022, il est toutefois précisé à ce sujet à la page 9 : <i>« Der Wolf spielt anerkanntermassen eine wichtige Rolle im ökologischen Gefüge. Bei den noch zu präzisierenden Ausführungsbestimmungen in der <u>Verordnung</u> sowie dem <u>Konzept</u> nach Artikel 10^{bis} JSV ist auf das Zusammenspiel von Artenvielfalt und Lebensräumen Rücksicht zu nehmen. Wolfbestände beeinflussen die Lebensraumnutzung und -beanspruchung der Schalenwildbestände und <u>können durch ihre Präsenz übermässigen Schäden an der Waldverjüngung entgegenwirken</u>. Massnahmen zur Regulierung von hohen Wolfsbeständen müssen deshalb mit Massnahmen von anderen Umweltbereichen abgestimmt werden, <u>namentlich mit Massnahmen zum Schutz der natürlichen Waldverjüngung</u>. »</i></p> <p><i>Proposition</i></p> <p>Lors de la justification de la régulation selon l'al. 2, let. b, les effets positifs du loup sur le rajeunissement de la forêt doivent mieux être pris en considération et leur importance doit être soulignée.</p>
al. 3	Acceptation avec réserves / propositions de modification	<p>Änderung Verordnungstext:</p> <p><i>«bei überschrittenem Mindestbestand an Rudeln gemäss Anhang 3: es dürfen sämtliche Wölfe eines Rudels oder eines sesshaft lebenden Wolfspaares erlegt werden, sofern dadurch der Mindestbestand der Region nicht unterschritten wird und trotz zumutbaren Herdenschutzmassnahmen Schäden auftreten oder die Wölfe unerwünschtes Verhalten zeigen.»</i></p> <p>Begründung:</p> <p>Es macht Sinn, dass sesshaft lebende Wolfspare, die unerwünschtes Verhalten zeigen, reguliert werden, bevor sie Nachkommen haben und ihr Verhalten weitergeben können. Damit müssen weniger Wölfe reguliert werden. Es handelt sich dabei um echte Prävention.</p>
al. 4	Acceptation	Saisie de texte

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
al. 5	Acceptation avec réserves / propositions de modification	<p>Al. 5 Toute catégorie de mortalité doit pouvoir être prise en compte (et non seulement le braconnage). Une des causes de mortalité la plus importante au niveau de la faune sauvage est le trafic routier (cf. statistique fédérale de chasse). Ces pertes doivent absolument être prises en considération.</p> <p><i>Proposition</i> « Les loups, trouvés morts victimes de braconnage ou abattus en vertu de l'art. 4c ou 9ter sur le territoire de la meute concernée dans les douze mois précédant l'octroi de l'autorisation de régulation doivent être comptabilisés parmi les loups pouvant être régulés.</p>
al. 6	Acceptation	Saisie de texte
al. 7	Acceptation	Saisie de texte
al. 8	Acceptation	Saisie de texte
Art. 4c	Régulation du loup en vertu de l'art. 12, al. 4^{bis}, de la loi sur la chasse	
En général	Acceptation avec réserves / propositions de modification	Saisie de texte
al. 1	Acceptation avec réserves / propositions de modification	<p>Il est précisé à l'alinéa 1 « durant la période d'estivage ». Cette dernière, en application du rapport explicatif, débute à la fin mai jusqu'au mois de septembre. Il convient d'indiquer une durée fixe, ce qui ne prête pas à confusion, soit 4 mois. De plus, la notion de « gravement » blessé est trop sujette d'interprétation.</p> <p><i>Proposition</i> « Des loups appartenant à une meute causent des dommages aux animaux de rente au sens de l'art. 12, al. 4^{bis}, de la loi sur la chasse lorsque, sur leur territoire durant une période de 4 mois, ils tuent au moins huit animaux de rente ou ils tuent ou blessent gravement au moins un bovidé, un équidé ou un camélidé du nouveau Monde, pour autant que les mesures raisonnables de protection des troupeaux aient été prises au préalable. »</p>
al. 2	Acceptation	Saisie de texte
al. 3	Acceptation	Saisie de texte
al. 4	Acceptation	Saisie de texte

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
Art. 4d	Aides financières pour la gestion du loup en vertu de l'art. 7a, al. 1, de la loi sur la chasse	
En général	Remaniement en profondeur	<p>L'exécution de la LChP est de la responsabilité des cantons (art. 25, al. 1, LChP). La LChP révisée prévoit que la Confédération alloue à ces derniers des aides financières pour les soutenir dans la régulation du bouquetin et du loup (art. 7a, al. 3, LChP). La problématique liée aux conflits potentiels avec des loups n'est pas limitée uniquement à la présence ou pas de meutes. Il est donc fondamental, afin de pouvoir assurer une gestion adaptée, d'aider financièrement également les cantons qui ont uniquement des individus isolés ou des couples. Il ne faut pas limiter l'aide financière à des meutes. Nous proposons de donner une aide de base à tous les cantons et des montants supplémentaires par rapport aux nombres d'individus isolés et de meutes présentes dans le territoire cantonal. Le montant total de l'aide financière est sous-estimé sur la base de 20'000 francs par meute et par an. Il doit être d'au moins 60'000 francs par meute et par an. La plus grande partie doit être versée sous forme de contribution de base.</p> <p><i>Proposition</i> « Reformulation de l'article 4d. Pour le financement, il faut prévoir une contribution de base et une contribution variable par meute et par nombre d'individus isolés (et couples). Les meutes frontalières sont entièrement prises en compte.</p>
al. 1	Remaniement en profondeur	Voir remarque générale
al. 2	Remaniement en profondeur	voir remarque générale
Art. 4e	Zones de tranquillité pour la faune sauvage	
al. 4	Acceptation avec réserves / propositions de modification	Forêt : Des cartes d'ensemble doivent être élaborées non seulement pour les zones de tranquillité de la faune pour les sports d'hiver, mais aussi pour les sports pratiqués en d'autres saisons.
Art. 6	Détention d'animaux protégés et soins à leur prodiguer	
al. 2	Acceptation	Saisie de texte
Art. 7	Commerce d'animaux protégés	
al. 1	Acceptation	Saisie de texte
Art. 8b	Utilisation de drones pour le sauvetage des faons	
En général	Acceptation	Saisie de texte

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
Art. 8c	Inventaire des corridors faunistiques d'importance suprarégionale	
En général	Acceptation	Saisie de texte
al. 1	Acceptation avec réserves / propositions de modification	¹ Les corridors faunistiques visent à garantir à long terme <u>le déplacement et la migration</u> des animaux sauvages entre leurs biotopes, le long d'axes de liaison.
al. 2	Acceptation	Saisie de texte
al. 3	Acceptation	Saisie de texte
al. 4	Acceptation	Saisie de texte
Réaction requise uniquement par les cantons.		
Art. 8c	Inventaire des corridors faunistiques d'importance suprarégionale	
Relatif à l'al. 2	<input checked="" type="checkbox"/>	Nous confirmons par la présente notre accord avec les corridors faunistiques d'importance suprarégionale sur notre territoire cantonal, listés dans l'annexe 4.
	OU	
Relatif à l'al. 2	<input type="checkbox"/>	Nous confirmons par la présente notre accord avec les corridors faunistiques d'importance suprarégionale sur notre territoire cantonal, listés dans l'annexe 4, sous réserve que les adaptations suivantes soient encore mises en œuvre (p. ex. ajout/suppression d'un corridor faunistique) : Saisie de texte
Art. 8d	Mesures visant à rétablir et à maintenir la fonctionnalité des corridors faunistiques	
En général	Acceptation avec réserves / propositions de modification	Saisie de texte
al. 1	Acceptation	Saisie de texte
al. 2	Acceptation	Saisie de texte
al. 3	Acceptation avec réserves / propositions de modification	La lettre b de l'alinéa 3 impose de créer des éléments structurels au sein des corridors faunistiques à des fins de revalorisation. Une telle obligation n'est pas opportune et disproportionnée. Il est proposé de supprimer cette lettre b. <i>Proposition</i> b. — des éléments structurels soient créés au sein des corridors faunistiques à des fins de revalorisation . Les études actuelles montrent qu'un des facteurs très important dans l'utilisation des corridors à faune est la réduction de la pollution lumineuse. Nous sommes d'avis que cette dernière figure dans l'ordonnance.

**Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)**

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
		<p><i>Proposition</i> e. La pollution lumineuse dans les surfaces des corridors à faune soit limitée.</p>
Art. 8e	Encouragement des mesures visant à rétablir et à maintenir la fonctionnalité des corridors faunistiques	
En général	Acceptation	Saisie de texte
Art. 9a	Mesures contre des animaux d'espèces protégées	
En général	Acceptation avec réserves / propositions de modification	<p>Nous sommes d'avis que la formulation est trop simpliste et manque clairement de détails pour la bonne gestion des espèces citées. Aucun critère n'est décrit, contrairement au loup et au castor. Ceci amènera à une gestion non standardisée pour des espèces quand même protégées au niveau fédéral et même au-delà avec comme conséquence une surcharge de travail et des critiques auprès des cantons. Il est important de rédiger des aides à l'exécution pour toutes les espèces citées.</p> <p><i>Question</i> Le plan Lynx reste toujours d'actualité ?</p>
al. 1	Acceptation	Saisie de texte
al. 2	Acceptation	Saisie de texte

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
Art. 9b		Mesures contre des loups en vertu de l'art. 12, al. 2, de la loi sur la chasse
En général	Acceptation avec réserves / propositions de modification	Saisie de texte
al. 1	Acceptation	Saisie de texte
al. 2	Acceptation avec réserves / propositions de modification	<p>La notion de « gravement » blessé est trop sujette à interprétation. Il convient donc de la supprimer.</p> <p><i>Proposition</i> ² Un loup cause d'importants dommages aux animaux de rente lorsque, sur son territoire, il :</p> <p>a. tue au moins six ovins ou caprins en quatre mois; ou</p> <p>b. tue ou blesse gravement au moins un animal de rente s'agissant des bovidés, des équidés et des camlidés du Nouveau Monde.</p>
al. 3	Acceptation	Saisie de texte
al. 4	Acceptation avec réserves / propositions de modification	<p>Antrag: Art. 9b Abs. 4 Bst. c E-JSV ist zu ändern Änderung Verordnungstext Abs. 4 Eine Gefährdung von Menschen liegt insbesondere vor, wenn ein Wolf: Bst. c landwirtschaftliche Nutztiere auf einem Hofareal, innerhalb in von Ställen oder befestigten Laufhöfen reisst; oder</p> <p>Begründung: Ein Hofareal befindet sich nicht innerhalb eines Stalles, sondern der Stall ist Teil eines Hofareals. Die Befestigung eines Laufhofs (Beton oder Verbundsteine) kann nicht massgebend für die Beurteilung der Gefährdung von Menschen durch einen Wolf sein. Die Gefährdung für den Menschen ist gegeben, wenn ein Wolf Nutztiere auf einem Hofareal, in Ställen (auch Weideställe) oder in einem Laufhof reisst. Die Laufhöfe müssen dabei nicht gemäss Vorgaben des Herdenschutzes ausgezäunt sein. Die Umzäunung muss nicht "wolfssicher" sein, sondern verhindern, dass die Nutztiere ausreissen. Wenn ein Wolf Nutztiere in diesen Bereichen eines Landwirtschaftsbetriebes reisst, hat er die Scheu gegenüber dem Menschen verloren, kommt ihm zu nah und bildet somit eine Gefährdung für den Menschen.</p>
al. 5	Acceptation	Saisie de texte
al. 6	Acceptation	Saisie de texte

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
Art. 9c		Tir d'un loup d'une meute en cas de danger pour l'homme
En général	Acceptation	Saisie de texte
Art. 9d		Mesures contre des castors en vertu de l'art. 12, al. 2, de la loi sur la chasse
En général	Acceptation avec réserves / propositions de modification	En sus des autorisations de tir, il faudrait adopter et financer des mesures de gestion et de prévention des conflits qui permettent de coexister avec les castors tout en minimisant les dommages. Ces incitations financières permettront d'encourager les propriétaires fonciers et les ayants droit à mettre en œuvre des mesures de prévention, réduisant ainsi considérablement et durablement les dommages.
al. 1	Acceptation avec réserves / propositions de modification	Nous tenons à souligner que l'alinéa 1 renvoie à un article qui n'existe pas : art. 10j. <i>Proposition</i> remplacer 10j par 10h.
al. 2	Acceptation avec réserves / propositions de modification	Antrag: Art. 9d Abs. 2 E-JSV ist zu ändern Änderung Verordnungstext: Ein erheblicher Schaden durch einen Biber liegt vor: a. bei Untergrabung von Bauten und Anlagen, die im öffentlichen Interesse liegen, oder von Erschliessungswegen für Landwirtschaftsbetriebe, landwirtschaftliche Grundstücke oder Waldparzellen ; b. bei Aufstau von Gewässern mit möglicher Überflutung von Siedlungen oder von Bauten und Anlagen, die im öffentlichen Interesse liegen, sowie möglichem Rückstau in Drainagesystemen, wenn dadurch Fruchtfolgefleichen landwirtschaftliche Nutzflächen betroffen sind; Begründung Bst. a: Es müssen auch Schäden an Erschliessungswegen von landwirtschaftlichen Grundstücken und Waldparzellen berücksichtigt werden. Bst. b: Auch der Schaden bei Nicht-Fruchtfolgefleichen kann beträchtlich sein. Auch auf Nicht-Fruchtfolgefleichen werden Acker- und Spezialkulturen angebaut, die bei einer Überflutung zerstört werden (Bsp. Gemüsekulturen). Nebst dem Verlust der Kulturen bzw. der Ernte, können vernässte Flächen nur noch sehr eingeschränkt bewirtschaftet werden. Es entsteht ein dauerhafter Schaden.
al. 3	Acceptation	Saisie de texte
al. 4	Acceptation	Saisie de texte
al. 5	Acceptation	Saisie de texte

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
Art. 10	Indemnisation de dommages causés par des animaux d'espèces protégées	
Réaction requise de la part des cantons.		
En général	Remaniement en profondeur	Saisie de texte
al. 1	Acceptation avec réserves / propositions de modification	<p>Les dommages causés par des animaux protégés au sens de l'al. 1, let. a, ne sont indemnisés que si la protection des troupeaux a été mise en œuvre et que l'attaque s'est produite pendant l'estivage sur des surfaces qui peuvent être pâturées conformément à l'ordonnance sur les paiements directs. Afin d'harmoniser les indemnités, comme pour les grands prédateurs et les aigles, nous proposons que la Confédération participe à hauteur de 80% également pour les autres espèces protégées (castor et loutre). Les cantons fournissent déjà un très grand travail supplémentaire pour ces deux dernières espèces.</p> <p><i>Proposition</i> ¹ La Confédération verse aux cantons les indemnités suivantes pour des dommages causés par la faune sauvage :</p> <p>a. lynx, ours, loups, chacals dorés et aigles royaux : 80 % des coûts des dommages causés aux animaux de rente agricoles ;</p> <p>b. loutres : 50 % <u>80%</u> des coûts des dommages causés aux poissons et écrevisses dans des installations de pisciculture et des bassins de stockage ;</p> <p>c. castors : 50 % <u>80%</u> des coûts des dommages causés aux forêts, aux cultures agricoles ou aux bâtiments et installations, conformément à l'art. 13, al. 5, de la loi sur la chasse.</p>
al. 2	Acceptation	Saisie de texte
al. 3	Acceptation	<p>Antrag: Art. 10 Abs. 3 E-JSV ist zu ändern: Änderung Verordnungstext: Der Bund leistet die Abgeltung nur, wenn der Kanton die Restkosten übernimmt. Die Vergütung des BAFU an die Kantone erfolgt einmal pro Jahr für den Zeitraum <i>vom 1. Januar bis zum 31. Dezember</i>.</p> <p>Begründung: Sowohl Kantone wie auch der Bund müssen Leistungen und Erträge periodengerecht verbuchen. Auch statistische Auswertungen werden immer vom 1.1 bis 31.12 gemacht. Für die kantonalen Ämter ist deshalb eine nicht periodengerechte Abrechnung nicht sinnvoll, das generiert übermässigen administrativen Aufwand.</p>

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
Art. 10b		Conseil cantonal en matière de protection des animaux de rente et des ruchers contre les grands prédateurs
En général	Refus	<p>Antrag: Art. 10b E-JSV ist zu streichen Begründung: Der Artikel 10 b ist gesamthaft zu streichen und die Zumutbarkeit vollständig in Artikel 10c zu regeln. Das Herdenschutzkonzept soll ins Zentrum gestellt werden und nicht die Beratung. Zudem soll der Begriff der Zumutbarkeit in einem Artikel klarer definiert werden. Mit der vorliegenden Fassung hat es in Artikel 10b und 10c Elemente der Zumutbarkeit. Wir lehnen es entschieden ab, dass in der JSV in einem eigenständigen Artikel definiert wird, was die Aufgaben der kantonalen Beratung sind, denn die Beratung ist Mittel zum Zweck. Wie für andere Wildtierkategorien soll die Grundsätze und Anforderungen an die Zumutbarkeit in einem Artikel der JSV geregelt werden</p>
al. 1	Refus	<p>Antrag: Art. 10b Abs. 1 E-JSV ist zu streichen. Änderung Verordnungstext: Begründung: Das Herdenschutzkonzept soll in Artikel 10c eingeführt werden. Zudem ist in Artikel 10c die bisherige Bestimmung von Artikel 10ter Ziffer 4, dass die Kantone die Herden- und Bienenschutzberatung in ihre landwirtschaftliche Beratung integrieren, zu übernehmen. Alle übrigen Bedingungen von Art. 10b Abs. 1 E-JSV sind zu streichen. Wie für andere Wildtierkategorien sollen die Grundsätze und Anforderungen an die Zumutbarkeit in einem Artikel festgelegt werden. Zudem soll nicht näher definiert werden, wie beraten wird. Das ist Sache der Kantone. Die Bestimmung, dass die Kantone auf Alpwirtschaftsbetrieben immer vor Ort beraten müssen, ist realitätsfremd. Viele Weideflächen sind den Beratern aus früheren Beratungen bekannt, so dass die Beratung auch anhand von Plänen gemacht werden kann. Zudem werden die Herdenschutzkonzepte nach den ersten Erfahrungen angepasst, was auch nicht vor Ort erfolgt. Darüber hinaus ist die Beratung freiwillig, nur das Bewilligen der Herdenschutzkonzepte muss durch die Kantone gemacht werden.</p>
al. 2	Refus	<p>Antrag: Art. 10b Abs. 2 E-JSV ist zu streichen. Änderungsvorschlag Verordnungstext: Begründung: Die Bestimmung, dass Flächen oder Alpwirtschaftsbetriebe bezeichnet werden, auf denen das Ergreifen von Herdenschutzmassnahmen nicht zumutbar ist, ist zu streichen. Die Zumutbarkeit ist positiv zu formulieren, d.h. In den Herdenschutzkonzepten wird definiert, auf welcher Fläche das Ergreifen welcher Massnahmen als zielführend und zumutbar erachtet wird. Auf Sömmerungs- oder Gemeinschaftsweidebetrieben, auf denen das Ergreifen von Herdenschutzmassnahmen nicht zumutbar ist, sind Notfallmassnahmen zumutbar. Somit steht bei allen Betrieben das Herdenschutzkonzept im Vordergrund. Zudem soll in der Verordnung nicht pauschal eine Betriebskategorie ausgenommen werden, für die keine Massnahmen als zumutbar erachtet werden. Auch für diese Betriebe sind Notfallkonzepte zumutbar</p>

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
Art. 10c		Mesures raisonnables de prévention des dommages causés par les grands prédateurs et mise en œuvre
Réaction requise de la part <u>des cantons</u> .		

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

En général	Remaniement en profondeur	<p>Änderung Verordnungstext: Titel <u>Art. 10c Zumutbarkeit von Massnahmen zum Schutz vor Schäden durch Grossraubtiere</u></p> <p>Begründung: Verwirrende Vielfalt von Begriffen Es gibt viel Verwirrungen zwischen den in Artikel 10c Absatz 1 definierten Schutzmassnahmen und betrieblichen Anpassungen, welche sich ebenfalls aus Herdenschutzgründen ergeben. Wir fordern, dass die Begrifflichkeiten systematisiert und dann konsequent verwendet wird. Aktuell werden folgende Begrifflichkeiten verwendet:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Im Jagdgesetz: <ul style="list-style-type: none"> - Zumutbare Schutzmassnahmen: Art. 7a Abs. 2 Bst. b - Herdenschutzmassnahmen: Art. 12 Abs. 7, - Massnahmen zur Verhütung von Wildschaden Art. 12 - Zumutbare Massnahmen zur Verhütung von Wildschaden Art. 13 - Verhütungsmassnahmen Art. 13 • Im vorliegenden Entwurf <ul style="list-style-type: none"> - Zumutbare Schutzmassnahmen: Art. 10 Abs. 2 JSV - Das Ergreifen von Herdenschutzmassnahmen ist nicht zumutbar: Art. 10b Abs. 2 - Massnahmen zum Herdenschutz: Art. 10e, Art. 10f Abs. 2 - Zumutbare Massnahmen zur Verhütung von Wildschaden: Art. 13 Abs. 4, Art. 10 c Titel - Zumutbare Massnahmen zum Herdenschutz: Art. 4c Abs. 1 JSV - Zumutbare Herdenschutzmassnahmen: Art. 4b Abs. 2 Bst. b und Abs. 3 Bst. c, Art. 9b Abs. 3, Art. 10b Abs.1 - Zumutbare Massnahmen nach Artikel 10c Abs. 1 resp. Artikel 10j: Art. 9d Abs. 1 - Zumutbare Massnahmen zur Schadenverhütung: Art. 10 Abs. 2 - Ergreifen von Massnahmen ist zumutbar: Art. 10c Abs. 1 - Wirksame Massnahmen: Art. 10c Abs. 1 Bst. d - Fachgerechten Einsatz von Herdenschutzmassnahmen: Art. 10b Abs. 2 - Massnahmen zum Schutz vor Schäden: Art. 10h (Biber und Fischotter) - Alp als nicht zumutbar schützbar beurteilt: Art. 9b Abs. 6 Bst. b - Alpwirtschaftsbetriebe, die gemäss Art. 10 b Abs. 2 nicht zumutbar schützbar sind: Art.10c Abs. 2 - Nicht schützbarer Weidefläche: Art. 10c Abs. 2 Bst. a - Nicht schützbarer Alpwirtschaftsbetriebe: Art. 10c Abs. 2 Bst. b - Geschützte Nutztiere: Art. 9b Abs. 6 Bst. a <p>In der ganzen JSV sollen konsequent nur noch folgende Definitionen verwendet werden:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Schutzmassnahmen: Sind die vom Bund anerkannten (Herden)-Schutzmassnahmen gemäss Art. 10c Abs. 1; • Zumutbare Massnahmen: Sind alle Massnahmen, deren Ergreifen gemäss Art. 10c Abs. 2 (gemäss vorliegendem Vorschlag) als zumutbar beurteilt wird. Die zumutbaren Massnahmen sind bei Betrieben auf der LN der elektrische Zaun oder die Herdenschutzhunde. Bei Sömmerungs- und Gemeinschaftsweidebetrieben die Massnahmen gemäss Herdenschutzkonzept oder gemäss Notfallkonzept. <p>Die zumutbaren Massnahmen gemäss Herdenschutzkonzept beinhalten sowohl das Ergreifen von Herdenschutzmassnahmen gemäss Absatz 1 wie auch betriebliche Anpassungen wie z.B. die Anstellung eines zweiten Hirten oder die Anschaffung von passenden Unterkünften. Zudem sind</p>
------------	---------------------------	--

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
		Notfallmassnahmen auf Flächen, auf denen keine Herdenschutzmassnahmen zumutbar sind, eine zumutbare Massnahme.
al. 1	Remaniement en profondeur	<p>Antrag: Art. 10c Abs. 1 E-JSV ist zu ändern. Änderung Verordnungstext: Zum Schutz von Nutztieren vor Grossraubtieren <u>sind folgende Schutzmassnahmen anerkannt</u> gilt das Ergreifen folgender Massnahmen als zumutbar:</p> <p>a. für Schafe und Ziegen <u>in Tierhaltungen im Tal- und Berggebiet: fachgerecht erstellte Herdenschutzzäune oder fachgerecht eingesetzte, anerkannte Herdenschutzhunde nach Artikel 10d Absatz 4;</u></p> <p>b. für Neuweltkameliden, Weideschweine, Hirsche in Gehegen sowie Nutzgeflügel: fachgerecht erstellte Herdenschutzzäune; <u>für Schafe und Ziegen auf Sömmerungs- oder Gemeinschaftsweidebetrieben:</u></p> <p style="padding-left: 40px;"><u>1. fachgerecht erstellte Herdenschutzzäune, oder</u></p> <p style="padding-left: 40px;"><u>2. fachgerecht eingesetzte, anerkannte Herdenschutzhunde nach Artikel 10d Absatz 4; oder</u></p> <p style="padding-left: 40px;"><u>3. sichere Übernachtungsplätze oder Einnistung in der Nacht; oder</u></p> <p style="padding-left: 40px;"><u>4. Schlechtwetterweide und Behirtung am Tag;</u></p> <p>c. für Tiere der Rinder- und Pferdegattung: die gemeinsame Haltung des Muttertiers mit seinem Jungtier auf betreuten Weiden während der Geburt und den ersten vierzehn Tagen sowie das sofortige Entfernen von Nachgeburten und toten Jungtieren von dieser Weide;</p> <p><u>d. für Neuweltkameliden, Weideschweine, Hirsche in Gehegen sowie Nutzgeflügel: fachgerecht erstellte Herdenschutzzäune;</u></p> <p>e. für Bienen in Bienenständen: fachgerecht erstellte Bienenschutz-zäune.</p> <p><u>f. (neu: vormals d)</u> weitere wirksame Massnahmen der Kantone in Absprache mit dem BAFU, insbesondere wenn die Massnahmen nach den Buchstaben a-e nicht ausreichend sind oder wenn weitere Tierkategorien geschützt werden sollen;</p> <p>Begründung: Es ist das Ziel, dass auf möglichst vielen Alpen Massnahmen zum Schutz der Nutztiere ergriffen werden. Falls die Flächen einer Alp oder andere Umstände den fachgerechten Einsatz von Herdenschutzzäunen oder Herdenschutzhunden nicht zulassen, ist manchmal für diese Sömmerungs- oder Gemeinschaftsweidebetriebe das Bewirtschaftungssystem «Sichere Übernachtungsplätze / Schlechtwetterweide und Behirtung am Tag bei Schafen und Ziegen» eine gangbare Alternative. Die gesicherte Schlechtwetterweide für Schafe und Ziegen ist die Lösung für ständig behirtete Herden an schlechten, nebligen Tagen, die dem Hirten die Sicht nehmen. Diese Herdenschutzmassnahme muss neu anerkannt werden. Aktuell besteht hier eine Differenz zw. DZV und JSV.</p>

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
al. 2	Remaniement en profondeur	<p>Antrag: Art. 10c Abs. 2 E-JSV ist grundlegend zu ändern. Änderung Verordnungstext: <u>² Die Tierhalter und Imker setzen die Massnahmen gemäss Absatz 1 in Eigenverantwortung um.</u> ² Auf Alpwirtschaftsbetrieben, welche Schafe oder Ziegen sömmeren, die gemäss Artikel 10b Absatz 2 nicht zumutbar schützbare sind, gilt nach ersten Angriffen durch Grossraubtiere das Ergreifen folgender Notfallmassnahmen als zumutbar: a. bei einzelnen, nicht schützbaren Weideflächen einer ansonsten schützbaren Alp: die Überführung der Schafe oder Ziegen auf eine geschützte Weidefläche b. bei insgesamt nicht schützbaren Alpwirtschaftsbetrieben: weitere wirksame Notfallmassnahmen des Kantons in Absprache mit dem BAFU.</p> <p>Begründung: Wir schlagen vor, Art. 10c Abs. 2 E-JSV grundlegend neu zu strukturieren, was Auswirkungen auf die Absätze 4 und 5 hat sowie die neuen Absätze 6 und 7 bedingt. Das Ergreifen von Herdenschutzmassnahmen und damit die Erarbeitung und Umsetzung eines einzelbetrieblichen Herdenschutzkonzepts liegt in der alleinigen Verantwortung des Tierhalters. Wenn er trotz Präsenz von Grossraubtieren keine Herdenschutzmassnahmen umsetzen will, muss er die Konsequenzen tragen. Wenn er ein Herdenschutzkonzept oder zumindest das Notfallkonzept umsetzt, hat er seine Pflichten als Tierhalter erfüllt. Die kantonale Herdenschutzberatung unterstützt die Tierhalter bei der Beurteilung des Risikos durch Grossraubtiere, der Erarbeitung und der Umsetzung eines einzelbetrieblichen Herdenschutzkonzeptes bzw. eines Notfallkonzeptes.</p>
al. 3	Remaniement en profondeur	<p>Antrag: Art. 10c Abs. 3 ist zu ändern.</p> <p>Änderung Verordnungstext <u>Landwirtschaftliche</u> Nutztiere, die sich auf einem Hofareal, in Ställen oder <u>in einem Laufhof</u> auf befestigten Auslauflächen befinden, gelten als vor Grossraubtieren geschützt.</p> <p>Begründung: Die Begrifflichkeiten sind zu präzisieren (siehe auch Bemerkungen zu Art. 9b Abs. 4 E-JSV). Das Hofareal befindet sich nicht innerhalb eines Stalles, sondern der Stall ist Teil eines Hofareals. Tiere in einem Hofareal, in Ställen (auch Weideställe) oder in einem Laufhof gelten als geschützt. Für diese Beurteilung spielt die Art der Befestigung des Laufhofes keine Rolle. Auch müssen Laufhöfe nicht «ausgezäunt» sein. Sondern die Umzäunung dient dazu, das Ausbrechen der Tiere zu verhindern.</p>
al. 4	Remaniement en profondeur	<p>Antrag: Art. 10c Abs. 4 E-JSV ist zu ändern und um die Absätze 5, 6 und 7 zu erweitern.</p> <p>Änderung Verordnungstext: <u>Als Notfallmassnahmen auf Sömmerungs- oder Gemeinschaftsweidebetrieben gelten das Überführung von Schafen oder Ziegen auf eine geschützte Weidefläche oder das Abalpen.</u></p>

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
		<p>Die Tierhalter und Imker setzen die vom Kanton im Rahmen der Beratung nach Artikel 10b Absatz 1 als zumutbar erachteten Massnahmen in Eigenverantwortung um.</p> <p>Begründung: Der Wortlaut zur eigenverantwortlichen Umsetzung der anerkannten Massnahmen ist sinngemäss neu im Art. 10c Abs. 2 enthalten. Im Absatz 4 werden neu Notfallmassnahmen aufgeführt. Weitere Bestimmungen zur zumutbaren Anwendung der anerkannten Massnahmen, zur Herdenschutzberatung und zur Erstellung der Herdenschutzkonzepte sind in den neuen Absätzen 5 und 6 aufzuführen. Der Hinweis, auf die Verantwortung der kantonalen landwirtschaftlichen Beratung soll in diesem Artikel aufgenommen werden (siehe Begründungen zu Art. 10b). Zudem soll festgehalten werden, dass der Kanton Herdenschutzkonzepten bewilligen muss</p> <p>Neuer Absatz 5 <u>Im Sinne von Artikel 10 Absatz 2 gelten folgende Massnahmen zum Schutz vor Schäden durch Grossraubtiere als zumutbar:</u> <u>a. bei Sömmerungs- und Gemeinschaftsweidebetrieben: die Massnahmen gemäss einzelbetrieblichem Herdenschutzkonzept gemäss Absatz 6;</u> <u>b. bei allen anderen Tierhaltungen: die Massnahmen gemäss Absatz 1.</u></p> <p>Begründung: Wolfsangriffe und Schäden von Grossraubtieren beschränken sich nicht mehr nur auf das Sömmerungsgebiet, sondern geschehen immer häufiger auch im Tal- und Berggebiet. Mit einem Wolfsangriff müssen Tierhalter heute jederzeit auch ausserhalb des Sömmerungsgebietes rechnen. Im Sömmerungsgebiet sind im Herdenschutzkonzept die zumutbaren Massnahmen definiert (siehe auch Art. 10c Abs. 6 (neu)).</p> <p>Neuer Absatz 6 <u>In einem einzelbetrieblichen Herdenschutzkonzept wird festgehalten, auf welcher Weidefläche das Ergreifen welcher Massnahme gemäss Absatz 1 Buchstaben b bis f zumutbar ist. Auf Weideflächen, auf denen keine dieser Massnahmen zumutbar ist, sind Notfallmassnahmen gemäss Artikel 10c Absatz 4 zumutbar. Für Sömmerungs- oder Gemeinschaftsweidebetriebe mit Schafen und Ziegen mit weniger als zehn verfügbaren Normalstössen, oder ohne geeignete Infrastruktur für das Alppersonal und ohne Erschliessung durch einen Fahrweg oder eine Seilbahn gilt einzig das Ergreifen der Notfallmassnahmen gemäss Artikel 10c Absatz 4 als zumutbar</u></p> <p>Begründung: Das Ergreifen von Herdenschutzmassnahmen und damit die Erarbeitung und Umsetzung eines einzelbetrieblichen Herdenschutzkonzepts liegt in der alleinigen Verantwortung des Tierhalters. Wenn er trotz Präsenz von Grossraubtieren keine Herdenschutzmassnahmen umsetzen will, muss er die Konsequenzen tragen. Wenn er ein Herdenschutzkonzept oder zumindest das Notfallkonzept umsetzt, hat er seine Pflichten als Tierhalter erfüllt.</p> <p>Neuer Absatz 7 <u>Die Kantone integrieren den Herden- und Bienenschutz in ihre landwirtschaftliche Beratung und bewilligen Herdenschutz- und</u></p>

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
		<p><u>Notfallkonzepte gemäss Absatz 2. Die Tierhalter und Imker setzen die zumutbaren Massnahmen gemäss Absatz 2 in Eigenverantwortung um.</u></p> <p>Begründung: Die Kantone nehmen ihre Verantwortung im Bereich der landwirtschaftlichen Beratung wahr. Die bisherige Verordnungsbestimmung gemäss Art. 10ter Abs. 4 war deshalb ausreichend und soll beibehalten werden. Es soll festgehalten werden, dass der Kanton Herdenschutzkonzepte nur bewilligen muss. Da die Betriebsleitenden die Erarbeitung von Herdenschutzkonzepten in vielen Kantonen zumindest mitfinanzieren müssen, können auch von Dritten erstellte Herdenschutzkonzepte vom Kanton bewilligt werden.</p>

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
Art. 10d		Évaluation et reconnaissance des chiens de protection des troupeaux

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

En général	Remaniement en profondeur	<p>Antrag: Das bisherige Herdenschutzhundewesen ist vorläufig beizubehalten, der bisherige Art. 10quater ist im Grundsatz zu übernehmen. Es ist zu ergänzen, dass andere Rassen zur EBÜ zugelassen werden.</p> <p>Änderung Verordnungstext (neu, Änderungsvorschläge basierend auf bisherigem Artikel 10quater): Art. 10d Herdenschutzhunde 1 Der Einsatzzweck von Herdenschutzhunden ist die weitgehend selbstständige Bewachung von Nutztieren und die damit zusammenhängende Abwehr fremder Tiere. 2 Das BAFU fördert den Herdenschutz mit Hunden, die: a. zu einer Rasse gehören, die für den Herdenschutz geeignet sind ist; b. für den Herdenschutz fachgerecht gezüchtet, ausgebildet, gehalten und eingesetzt werden; und c. hauptsächlich für das Bewachen von Nutztieren eingesetzt werden, deren Haltung oder Sömmerung nach der Direktzahlungsverordnung vom 23. Oktober 2013 gefördert wird. 3 Das BAFU fördert auch den Einsatz anderer Hunderassen, die den Nachweis für ihre Eignung für den Herdenschutz im Rahmen einer Einsatzbereitschaftsprüfung erbracht haben. 4 Das BAFU erlässt nach Anhörung des BLV und der Kantone Richtlinien zu Eignung, Zucht, Ausbildung, Haltung, Einsatzbereitschaftsprüfung und Einsatz von anerkannten Herdenschutzhunden. 5 Das BAFU erfasst in der Datenbank nach Artikel 30 Absatz 2 des Tierseuchengesetzes vom 1. Juli 1966 jährlich die Herdenschutzhunde, welche die Anforderungen nach Absatz 2 und 3 erfüllen. 6 Das BAFU organisiert und finanziert Einsatzbereitschaftsprüfungen für Herdenschutzhunde. Es regelt die Vorgaben an die Prüfung und die Kriterien für die Eignung eines Hundes in einem Prüfungsreglement.»</p> <p>Begründung: Herdenschutzhunde sind ein probates, allerdings auch anspruchsvolles und teures Mittel für den Schutz von Nutztierherden gegenüber Wolfsangriffen. Es sollen daher künftig noch vermehrt anerkannte Herdenschutzhunde eingesetzt werden. Die Erfahrungen mit der bisherigen Regelung des Herdenschutzhundewesens erfordern keine totale Neugestaltung wie sie der Bundesrat vorschlägt, sondern lediglich Anpassungen in einzelnen Bereichen, worauf nachfolgend eingegangen werden wird. Die wesentlichen Elemente einer zukunftsfähigen Lösung sind folgende:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Eine national geregelte Einsatzbereitschaftsüberprüfung (EBÜ) mit zugehöriger Qualitätssicherung (Durchführende und Inspektoren); 2. Als anerkannter Herdenschutzhund im Sinne dieser Verordnung gilt ein Hund, welcher die EBÜ erfolgreich bestanden hat; Die Anerkennung gilt schweizweit; 3. Die Qualifikation als anerkannte HS-Hunde ist in der nationalen Hundedatenbank als Merkmal des betreffenden Hundes zu erfassen; 4. Finanzielle Förderungen:
------------	---------------------------	---

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
		<ul style="list-style-type: none"> a. Kostendeckender Leistungsauftrag des BAFU zur Durchführung der EBÜ an eine geeignete nationale Organisation (AGRIDEA); b. Auszahlen einer Prämie pro Hund für das erfolgreiche Bestehen der EBÜ; c. Ausrichtung einer Halteprämie pro anerkanntem Herdenschutzhund abgestuft, ob der HS-Hund das ganze Jahr in der gleichen Herde ist oder nicht. d. Ausrichtung eines Beitrages an die Führung eines rassenunabhängigen Zuchtbuches für Herdenschutzhunde zwecks Förderung der Zucht. <p>Die bisherige Implikation des BAFU in die Zucht von Herdenschutzhundes soll aufgegeben werden. Sie hat wiederholt zu Missstimmung und einem Mangel an anerkannten HS-Hunden geführt. Für die Zucht und den Umgang mit Herdenschutzhunden reicht die Tierschutzgesetzgebung aus. Weitere Vorschriften des BAFU sind nicht erforderlich. Hingegen soll die nationale Definition der Kriterien für das erfolgreiche Bestehen der EBÜ beibehalten werden, ebenso wie die Delegation der Durchführung der EBÜ an eine geeignete, nationale Organisation resp. wie bisher an AGRIDEA.</p> <p>Die vom Bundesrat vorgeschlagene komplette Delegation des Herdenschutzhundewesens an die Kantone erachten wir nicht als zielführend. Insbesondere im Bereich der EBÜ wären kantonale Unterschiede nachteilig, da allenfalls die EBÜ des Kantons X im Kanton Y nicht anerkannt sein könnte. Aktuell fehlt den Kantonen eine Rechtsgrundlage, um gemeinsam Richtlinien für eine national einheitliche EBÜ zu erlassen. Ein solche bis zur geplanten Inkraftsetzung der revidierten JSV am 01.02.2025 neu zu schaffen, erscheint unmöglich</p>

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
al. 1	Remaniement en profondeur	<p>Comme bien mentionné dans le rapport explicatif « <i>Les chiens de protection des troupeaux constituent la mesure la plus efficace pour protéger les animaux de rente (en règle générale les ovins, rarement les caprins), <u>contre les grands prédateurs</u></i> ». Nous ne comprenons pas pourquoi dans l'alinéa 1 cette information disparaît en rajoutant « animaux intrus ». Ceci a une influence directe par exemple pour d'autres espèces de faune sauvage comme les marmottes (qui ne doit pas absolument être considérée comme étant une intruse).</p> <p><i>Proposition</i> ¹ L'emploi des chiens de protection des troupeaux a pour objectif la surveillance quasi autonome des animaux de rente agricoles et la défense contre <u>les grands prédateurs</u> les animaux intrus.</p>
al. 2	Remaniement en profondeur	Cf. voir remarque générale

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
al. 3	Remaniement en profondeur	<p>Nous sommes d'avis que la reconnaissance des chiens de protection doit absolument rester une responsabilité de la Confédération. Si ce n'est pas le cas il y aura une disparité entre les différents cantons qui amènera à des soucis et des pressions (et travail supplémentaire) inutiles. Notamment dans le cas de troupeaux établis sur le territoire de 2 cantons (p. ex. BE et FR). On pourrait ainsi avoir un canton qui reconnaît la protection car reconnaît les chiens et l'autre canton pas.</p> <p>En outre il est important de spécifier que ce n'est pas le Service de la chasse qui s'occupe de la gestion et du suivi des chiens de protection des troupeaux mais plutôt le Service agricole (vulgarisation agricole). + cf. remarque en général</p> <p>Antrag: Art. 10d Abs. 3 ist zu ändern.</p> <p>Änderung Verordnungstext: ³ Die Kantone bestimmen die zur Prüfung zugelassenen Hunderassen; sie prüfen die Hunde frühestens ab einem Alter von 15 Monaten einzeln auf deren Eignung zum Herdenschutz. Auf Antrag und Kosten des Kantons kann das BAFU die Prüfung durchführen. Frühestens im Alter von 15 Monaten, kann ein Hund die Einsatzbereitschaftsüberprüfung (EBÜ) als Herdenschutzhund ablegen. Hat er diese bestanden, gelten er als anerkannter Herdenschutzhund. Zum Bestehen er EBÜ muss der Hund anlässlich der Prüfung die folgenden Anforderungen erfüllen:</p> <p>a. Er ist seinem Einsatz entsprechend auf Menschen und Tiere sozialisiert und an Umweltsituationen gewöhnt (Art. 73 Abs. 1 Tierschutzverordnung vom 23. April 2008 [TSchV]) sowie bei Anwesenheit der Hundehalterin oder des Hundehalters durch diese bzw. diesen kontrollierbar.</p> <p>b. Er hält sich bei seinem Einsatz eigenständig bei der Nutztierherde auf (herdentreues Verhalten) und zeigt bei Annäherung fremder Menschen und Tiere an die Nutztierherde ein angepasstes und dem Einsatzzweck nach Absatz 1 entsprechend differenziertes Abwehrverhalten.</p> <p>c. Er zeigt Menschen gegenüber kein übermässiges Aggressionsverhalten (Artikel 79 TSchV).</p> <p>^{3bis} Zusammen mit den Kantonen regelt das BAFU die Einzelheiten zur EBÜ, deren Durchführung und zur Qualitätssicherung der Prüfungsexperten in einem Anhang zu dieser Verordnung. Das BAFU kann die Durchführung der EBÜ mit Leistungsauftrag an Dritte delegieren.</p>
al. 4	Remaniement en profondeur	Cf. remarque en général
al. 5	Remaniement en profondeur	<p>Antrag: Art. 10d Abs. 6 E-JSV ist neu aufzunehmen.</p> <p>Veränderung Verordnungstext: ⁶ Das BAFU fördert die Ausbildung, die Haltung und den Einsatz sowie die Zucht von Herdenschutzhunden mit folgenden finanziellen Beiträgen:</p>

**Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)**

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
		<ul style="list-style-type: none"> a. Für das erfolgreiche Bestehen der EBÜ: einmalig 10'000 Franken pro Hund; b. Für die ganzjährige Haltung eines anerkannten Herdenschutzhundes in der gleichen Nutztierherde: jährlich 5'000 Franken pro Hund; c. Für die Haltung eines anerkannten Herdenschutzhundes in der gleichen Nutztierherde nur während der Sömmerung: jährlich 2'000 Franken pro Hund; d. Die Durchführung der EBÜ mittels mehrjährigem Leistungsauftrag an eine geeignete nationale Organisation (AGRIDEA) zu kostendeckenden Preisen; e. Für die Führung eines rassenunabhängigen Zuchtbuches für Herdenschutzhunde pauschal mit 20'000 Franken pro Jahr. <p>Begründung: Siehe Begründung zu Art. 10d E-JSV.</p>
Art. 10e	Contrôle de la protection des troupeaux et des ruchers	
En général	Acceptation avec réserves / propositions de modification	Adapter la numérotation en fonction des articles précédents

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
Art. 10f	Contributions de l'OFEV pour la prévention des dommages causés par les grands prédateurs	
En général	Acceptation avec réserves / propositions de modification	Saisie de texte
al. 1	Acceptation avec réserves / propositions de modification	<p>Anträge: Art. 10f Abs. 1 E-JSV ist zu ändern.</p> <p>Änderung Verordnungstext: 1 Das BAFU kann beteiligt sich mit einem Pauschalbeitrag von maximal 80 Prozent an den Kosten folgender Planungsarbeiten der Kantone für die Verhütung von Schäden durch Grossraubtiere beteiligen:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. regionale Planung der Sömmerungs- und Gemeinschaftsweidebetriebe, welche Schaf- und Ziegen sömmeren, als Grundlage des Herdenschutzes; b. einzelbetriebliche Planung zur Verhütung von Konflikten mit Herdenschutzhunden gemäss Artikel 10d auf Landwirtschafts- und Sömmerungs- und Gemeinschaftsweidebetrieben; c. ... d. ... <p>Begründung: Das BAFU hat sich verpflichtend an den Planungsarbeiten zu beteiligen. Die Kann-Formulierung ist zu streichen. Die Förderbeiträge für die Planungsarbeiten müssen auf die LN ausgedehnt werden und dürfen sich nicht auf die Sömmerungs- und Gemeinschaftsweidebetriebe beschränken. Der Druck auf die Nutztiere, die auf der LN weiden, nimmt mit der stetig wachsenden Präsenz von Grossraubtieren zu. Diese Projekte bewirken aus unserer Sicht eher administrativen Aufwand, als dass sie etwas nützen. Die Kantone erfassen die noch nicht vorhandenen Daten mit den Herdenschutzkonzepten. Was ein hoher Aufwand ist. Die Kantone sollten deshalb bei den Herdenschutzkonzepten unterstützt werden. Es soll konsequenterweise der Begriff Sömmerungs- und Gemeinschaftsweidebetrieb gemäss der Landwirtschaftlichen Begriffsverordnung (LBV SR 910.91) anstelle von Alpwirtschaftsbetrieb verwendet werden.</p>
al. 2	Remaniement en profondeur	<p>Anträge: Art. 10f Abs. 2 ist zu streichen und zu ersetzen. Die Abs. 3 – 6 sind zu ergänzen.</p> <p>Anpassung Verordnungstext:</p> <p><u>² Das BAFU beteiligt sich mit 80 Prozent an den Kosten der Kantone und der nationalen Koordinationsstelle für Herdenschutz für</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a. <u>Die Beratung von Tierhaltenden und Imkern;</u> b. <u>Die Erstellung, Bewilligung und Kontrolle von einzelbetrieblichen Herdenschutzkonzepten;</u> c. <u>Die Vollzugs- und Kontrollarbeiten im Bereich Herden- und Bienenschutz;</u> d. <u>Kommunikationsmassnahmen und Öffentlichkeitsarbeit zum Umgang mit Grossraubtieren und Schadensverhütung</u>

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
		<p><u>Abs. 3 (neu)</u> <u>Die Kantone stellen ihren Aufwand für die Tätigkeiten gemäss Absatz 2 dem BAFU jährlich per 31. Dezember in Rechnung.</u></p> <p><u>Abs. 4 (neu)</u> <u>Das BAFU beteiligt mit 80% an den jährlichen Kosten der Kantone für die kantonaler Herden- und Bienenschutzprogramme, insbesondere von Herden- und Bienenschutzmassnahmen sowie Notfallmassnahmen gemäss Artikel 10c Absätze 1 und 2.</u> <u>Die Kantone stellen beim BAFU bis 31. Januar ein Gesuch für die voraussichtlich anfallenden Kosten. Das BAFU erteilt die provisorische Kostengutsprache innerhalb von 30 Tagen.</u> <u>Ende Jahr stellen die Kantone die tatsächlich angefallenen Kosten auf Basis des Gesuchs in Rechnung.</u></p> <p><u>Abs. 5 (neu)</u> <u>Das BAFU trägt 100 Prozent der Kosten für die Zucht, die Ausbildung und den Einsatz von Herdenschutzhunden sowie die Organisation und Durchführung der Einsatzbereitschaftsüberprüfung (EBU) für die Anerkennung der Herdenschutzhunde gemäss Art. 10d.</u></p> <p><u>Abs. 6 (neu)</u> <u>Das BAFU kann Organisationen von gesamtschweizerischer Bedeutung unterstützen, welche die Behörden und die betroffenen Kreise über den Herden- und Bienenschutz informieren und beraten. Es kann solche Organisationen für die interkantonale Koordination der Massnahmen sowie als Beratungs-, Dokumentations- und Forschungsstellen beziehen</u></p> <p>Begründung: <u>Generell zu Art. 10f:</u> Anstelle von Pauschalbeiträgen soll sich das BAFU erstens mit 80 Prozent an den Kosten für Beratung von Tierhaltenden und Imkern, der Erstellung, Bewilligung und Kontrolle der einzelbetrieblichen Herdenschutzkonzepte sowie weiteren Vollzug-, Kontroll- und Öffentlichkeitsarbeit der Kantone beteiligen. Zweitens soll sich das BAFU mit 80% an den jährlich variablen Kosten für Schadensverhütungsmassnahmen gemäss Art. 10c Abs. 1 beteiligen. Die variablen Kosten entsprechen im Wesentlichen der heutigen Beitragsliste Herdenschutz gemäss Anhang 3 der Vollzugshilfe Herdenschutz (mit Ausnahme Ziffer IV Planungsarbeiten) beteiligen. Das BAFU soll 100% der Kosten für das Herdenschutzhundewesen tragen. Wir fordern, dass die in den letzten Jahren «unsicheren» Beiträge für Sofortmassnahmen ins ordentlich Jahresbudget des BAFU integriert werden und so ordentlich jährlich zur Verfügung stehen.</p> <p><u>Zu Absatz 2 und 3:</u> Die Formulierung orientiert sich an Formulierungen in den BAFU-Programmvereinbarungen im Umweltbereich. Bei diesen Vereinbarungen arbeitet das BAFU stark mit Prozent-Beiträgen an den effektiven Kosten. Mit diesem Vorschlag wird sichergestellt, dass Kantone für ihren tatsächlichen Aufwand entschädigt werden. Beim Vorschlag BAFU wird das Geld aufgrund der vorgeschlagenen Kriterien nach dem</p>

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
		<p>Giesskannenprinzip verteilt. Mit dem prozentual festgelegten Beitrag werden die tatsächlichen Kosten berücksichtigt. Investiert ein Kanton beispielsweise als Folge von steigenden Wolfsangriffen mehr in die Beratung und Aufklärungsarbeit, wird er dafür entschädigt.</p> <p><u>Zu Absatz 4:</u> Das BAFU soll sich wie bis anhin mit 80 Prozent an den effektiven Kosten für Herdenschutzmassnahmen beteiligen. Die Kantone schätzen den Aufwand für Zahnmaterialien, Vergrämungsmaterial u.a. und geben die «Bestellung» dem BAFU bekannt. Dieses macht aufgrund der zur Verfügung stehenden Mittel die Kostengutsprache. Ende Jahr wird der effektive Aufwand abgerechnet. Dabei kann es beispielsweise sein, dass 50'000 Franken für Zaunmaterial budgetiert war, aber nur 40'000 ausgegeben worden sind, eventuell auch 60'000 Franken. Wenn das BAFU-Budget ausreicht, ist es OK, andernfalls Kürzung oder Nachtragskredit. Ziel ist, dass die Kantone bis Ende Februar wissen, wie viel Geld zur Verfügung steht. Das Verfahren könnte ähnlich dem Prozess bei den Strukturverbesserungsbeiträgen von statten gehen.</p> <p><u>Zu Absatz 5:</u> Die KOLAS lehnt die vorgeschlagene Neuorganisation des Herdenschutzhundewesens ab (siehe Artikel 10d). Das BAFU hat weiterhin die Kosten zu tragen.</p> <p><u>Zu Absatz 6:</u> Der Absatz entspricht der bestehenden Bestimmung in Artikel 10ter Absatz 5 JSV</p>

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
Art. 10g	Contributions pour la prévention des dommages causés par les castors	
En général	Remaniement en profondeur	<p>Antrag: Förderbeiträge sind auch für die Verhütung von Schäden durch den Fischotter auszurichten.</p> <p>Änderung Verordnungstext (Titel): «Art. 10g Förderbeiträge zur Verhütung von Schäden durch Biber und Fischotter»</p>
al. 1	Remaniement en profondeur	<p>Nous sommes d'avis que, s'agissant d'une espèce protégée, le castor doit être traité de la même façon que le loup et les autres espèces protégées. Une différence en matière de contributions financières pour la prévention des dégâts entre les différentes espèces protégées n'est pas justifiée. Comme pour le loup, la Confédération doit participer à hauteur de 80 % aux coûts des mesures de prévention prises par les cantons et pour tous les types de dommages. Cela inclut également une contribution aux dépenses personnelles des cantons, car la gestion du castor est extrêmement gourmande en ressources. En effet, ces problématiques complexes et évolutives nécessitent un travail conséquent d'analyse de situation, de gestion administrative, ainsi que de collaboration avec les acteurs locaux et les nombreux Services de l'État impliqués, notamment ceux liés à la faune sauvage, à la nature, à l'agriculture, aux forêts et aux eaux de surface.</p> <p>En outre, les mesures de prévention efficaces et durables se constituent souvent de travaux très coûteux, et les propriétaires et ayants droit ne les mettent pas en œuvre parce qu'elles ne sont tout simplement pas abordables. Ces mesures sont la meilleure façon de résoudre les conflits à long terme, assurant ainsi une cohabitation durable et cohérente avec la protection du castor. Par ailleurs, les mesures d'entretien régulières des barrages permettant de concilier dommages et protection du castor, en tant que seule alternative aux autres mesures de prévention plus coûteuses, représentent un investissement important pour les autorités communales. Le financement de ces mesures d'entretien est indispensable pour la pérennité de la protection. C'est pourquoi ces mesures doivent également être soutenues par la Confédération.</p> <p><i>Proposition</i></p> <p>¹ Afin de prévenir les dommages aux infrastructures causés par les castors ou d'éviter la mise en danger par ceux-ci, la Confédération participe à hauteur de 30 % 80 % aux coûts des mesures suivantes <u>et de leur entretien</u>, prises par les cantons : (:::)</p> <p>e. toutes les mesures techniques prises sur les barrages telles que le drainage, la mise en place d'un écoulement artificiel, l'abaissement, l'électrification et l'enlèvement.</p>

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
al. 2	Remaniement en profondeur	<p>Antrag: Der Bund soll sich mit 80 Prozent an kantonalen Gesamtplanungen zur Verhütung von Schäden durch Biber und Fischotter beteiligen.</p> <p>Änderung Verordnungstext. Erfolgen die Massnahmen nach Absatz 1 im Rahmen einer kantonalen Gesamtplanung nach Absatz 3 beteiligt sich der Bund mit maximal 50 Prozent. Der Bund beteiligt sich mit 80 Prozent an den Kosten von Gesamtplanungen zur Verhütung von Schäden von Biber und Fischotter.</p> <p>Begründung: Der Bund soll Gesamtplanungen zur Schadenverhütung unterstützen (analog kantonalen Herden- und Bienenschutzprogrammen). Die Kantone brauen hier Planungssicherheit.</p>
al. 3	Remaniement en profondeur	<p>Voir commentaires al. 2</p> <p>³La Confédération participe à hauteur de 50 %–80 % aux coûts de la planification cantonale de mesures de protection dans les tronçons de cours d'eau dans lesquels la libre activité du castor pourrait mettre en danger des bâtiments et installation</p>
Art. 10h	Caractère raisonnable des mesures de prévention des dommages causés par les castors et les loutres	
En général	Remaniement en profondeur	Saisie de texte
al. 1	Acceptation	Saisie de texte
al. 2	Acceptation	<p>Adapter la numérotation :</p> <p>Änderung Verordnungstext d. der Schutz von Uferböschungen, Dämmen und Anlagen, die der Hochwassersicherheit dienen, durch Schutzmassnahmen nach Artikel 10g Absatz 1 Buchstaben a-f,</p>

Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
Art. 12		Centre suisse de recherche, de documentation et de conseil sur la gestion de la faune sauvage
En général	Acceptation avec réserves / propositions de modification	Saisie de texte
al. 1	Acceptation avec réserves / propositions de modification	<p>Selon l'art. 14, al. 4 LChP, la Confédération gère le Centre suisse de documentation pour la recherche sur la faune sauvage. L'art. 12 ajoute à cela les domaines thématiques "recherche et conseil pour la gestion de la faune sauvage". Comme indiqué dans les explications, ce service est plutôt considéré comme un réseau que comme un véritable "organisme" qui coordonne les activités nécessaires. Des conseils au sens d'exemples de bonnes pratiques sont également souhaités, mais il ne doit pas en résulter de directives. Il est important de souligner que les décisions de gestion et les gestionnaires de la faune sont et restent toujours les cantons. Nous souhaitons pouvoir décider de la gestion et mandater également d'autres prestataires. Pour cette raison, nous ne comprenons pas pourquoi certaines institutions sont énumérées dans les explications, ce qui donne l'impression d'une liste exhaustive, ce qui n'est pas le cas. En conséquence, il convient de compléter les explications en conséquence.</p> <p>Les explications de l'alinéa 3 vont trop loin et peuvent être supprimées. Les formulations nécessaires existent déjà.</p> <p>Il est donc globalement bienvenu que la Confédération assume certaines tâches de coordination.</p> <p><i>Proposition</i> ¹ L'OFEV gère le <u>verse des contributions au Centre suisse de recherche, de documentation et de conseil sur la gestion de la faune sauvage</u></p>
al. 2	Acceptation	Saisie de texte
al. 3	Acceptation	Saisie de texte
Annexe 3		Les cinq régions définies pour le loup en Suisse
En général	Acceptation	Saisie de texte
Annexe 4		Les corridors faunistiques d'importance suprarégionale
En général	Acceptation	Saisie de texte

**Modification de l'ordonnance sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages
(Ordonnance sur la chasse, OChP)**

Objet	Acceptation	Remarques / Modification proposée
Autres	Autres remarques	
Objet	Saisie de texte	
Objet	Saisie de texte	
Objet	Saisie de texte	
Objet	Saisie de texte	
Objet	Saisie de texte	
Objet	Saisie de texte	

III. Modification d'autres actes

Ordonnance concernant les districts francs fédéraux (ODF) du 30 septembre 1991

Art. 5	Protection des espèces	
al. 1 let. f ^{bis}	Veillez choisir	Saisie de texte
al. 1 let. i	Veillez choisir	Saisie de texte
Art. 15a	Aides financières pour des mesures de conservation des espèces et des biotopes	
En général	Veillez choisir	Saisie de texte

Ordonnance sur les réserves d'oiseaux d'eau et de migrateurs d'importance internationale et nationale (OROEM) du 21 janvier 1991

Art. 5	Protection des espèces	
al. 1 let. f ^{bis}	Veillez choisir	Saisie de texte
Art. 15a	Aides financières pour des mesures de conservation des espèces et des biotopes	
En général	Veillez choisir	Saisie de texte